ACTES

COLLOQUE *SANTE ENVIRONNEMENT… AGISSONS ENSEMBLE !*

JEUDI 16 NOVEMBRE 2023

Le Jeudi 16 Novembre 2023, le colloque du Comité Départemental d'Education pour la Santé des Hautes-Alpes, CODES 05, avec le soutien et les allocutions de l'Agence Régionale de Santé PACA, par Christel-Aurore MACHADO, Déléguée Départementale de la Direction Départementale des Hautes-Alpes ; du Conseil Départemental des Hautes-Alpes, par Ginette MOSTACHI, Vice-Présidente du Conseil Départemental des Hautes-Alpes en charge des solidarités ; de la Caisse Commune de Sécurité Sociale 05, par Rodolphe DAMOUR, Directeur ; ainsi que par Gilles LAVERNHE, Président du CODES 05, au Conseil Départemental des Hautes-Alpes, à Gap, **sur le thème de la santé environnementale**, a réuni plus de soixante personnes, élus, acteurs institutionnels et associatifs, professionnels de santé, du médico-social, de l'éducation, usagers, bénévoles…

Ouverture de la journée :

Présentation de la journée et remerciements à l'ensemble des personnes présentes sur ce colloque, participants, partenaires, comité et équipe d'organisation de cette journée.

Allocutions d'ouverture :

- Gilles LAVERNHE - Président du CODES 05 :

Il est évoqué le lien évident entre notre santé et notre système sanitaire, l'importance de la notion d'espérance de vie « en bonne santé ».

On peut se poser la question du lien entre notre santé et l'environnement, où plusieurs pistes de réflexions sont évoquées, notamment sur les différents types de pollution, et les réponses à apporter.

- Rodolphe DAMOUR - Directeur de la Caisse Commune de Sécurité Sociale :

L'exposition aux facteurs environnementaux a un impact fort sur notre santé.

Les systèmes de santé doivent se pencher sur cette problématique et ils sont également producteurs de gaz à effet de serre.

L'Assurance Maladie essaie de se mobiliser sur la question environnementale : discussions conventionnelles (transports partagés pour les VSL, conventions avec les pharmaciens sur la gestion des déchets et des médicaments périmés, pertinence de certaines prescriptions, ...)

La prévention prend également un virage important (travaux des 1000 premiers jours, lutte contre les addictions, dépistages...).

Des travaux sont également en cours sur le lien entre l'environnement et notre santé (asthme, santé mentale, ...).

- Ginette MOSTACHI - Vice-Présidente du Conseil Départemental des Hautes-Alpes en charge des solidarités

Les politiques mises en œuvre par le département sont en lien avec la santé.

Chef de file sur la santé (gestion de l'eau, ressources naturelles, rénovation énergétique…)

- Christel-Aurore MACHADO – Déléguée Départementale de la Direction Départementale des Hautes-Alpes

L'approche globale est déterminante en santé publique.

La prévention des facteurs environnementaux influe sur l'état de santé des générations futures.

Notre état de santé est influencé seulement pour 10 % par le soin, mais 20 % pour l'environnement.

Agir sur les facteurs environnementaux permet d'agir directement sur notre santé. Les sujets de l'environnement ne doivent ni rester un sujet de mode ni facteurs aggravants d'éco-anxiété, mais doivent permettre à chacun de répondre à un besoin de réfléchir ensemble pour se mobiliser sur la santé de demain.

PRESENTATION NOUVEAU PRSE 4

- Sophie AVY - Ingénieur d'études sanitaires - Délégation Départementale des Hautes-Alpes de l'ARS PACA

80 agents travaillant sur cette thématique sur l'ensemble de la région.

Missions de l'ARS PACA en Santé Environnement :

Travail sur de l'expertise, contrôle et inspection (Exemple : qualité de l'eau…), intervention sur des situations d'urgence, prévention et promotion de la santé, animation transversale des politiques.

Ce PRSE vise à coordonner les actions de santé environnement sur le département.

Il regroupe un travail partenarial entre l'ARS, la DREAL, et la Région Sud.

La feuille de route pour décliner le PNSE et le PRSE :

- Renforcement des services de l'Etat

- Renforcer l'implication des collectivités

- Démarche « One Health » « 1 seule santé »

- 5 Actions du PNSE à décliner dans les PRSE

- Lancement des PRSE avant fin 2023 en lien avec le PRS 3 de l'ARS PACA.

Bilan du PRSE 3 :

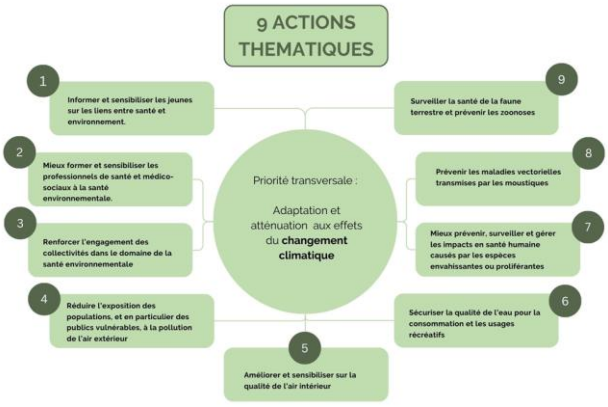
Projets portés par l'ADIL 05, le CODES 05, Les Communes de Laragne et Saint-Chaffrey, GSA 05, SMADESEP.

Les indicateurs de l'ORS sont accessibles sur la plateforme SIRSé PACA.

La consultation publique a récolté 40 contributions dont 8 contributions pour les Hautes Alpes.

Le PRSE 4 a été lancé officiellement le 12 Juin 2023.

9 actions thématiques (Priorité transversale : adaptation ou atténuation du changement climatique) :



Les collectivités n'ont pas une compétence directe sur la santé mais peuvent être un levier pour agir sur différentes thématiques (habitat...).

AMI 2023 : Identifier des collectivités souhaitant s'engager dans des initiatives d'Urbanisme Favorable à la Santé (Exemple : Réseau « Petites villes de demain » / Mairie de Saint-Bonnet en Champsaur).

Ressources : Filin, OSCARS, Baromètre Santé Environnement, Formation initiale des étudiants en médecine, mobilisation des professionnels de santé du territoire (initiative de la CPTS du Champsaur-Valgaudemar).

- Interventions :

- Rémy CHARPY : Président de la Mutualité Française 04-05 : Programme non connu du grand public, commence à l'être maintenant, déterminer des réflexions dans le cadre des Conseils Territoriaux de Santé. 2 choses retenues : il faut absolument que le PRSE 4 intègre le PRS 3 et travaillent en commun. Et il manque la participation des entreprises et de l'agriculture, ces acteurs devraient intégrer la démocratie sanitaire environnementale départementale. Il faut modifier aussi leurs comportements.

Réponse : articulation des deux Plans évoqués importante et incontournable. Pour la participation des acteurs socioéconomiques du territoire, ça n'a pas été élargi à ces acteurs mais proposition de faire remonter aux collègues pour y réfléchir.

- Intégrer aussi la médecine du travail dans la santé publique environnementale

-Fabien DEVEMY, médecin à l'hôpital de Gap : Est-il prévu une réunion sur le PRSE 4 pour mettre en place ces actions ? Evaluation prévue autour de ce sujet ?

Réponse : le Forum Régional Santé Environnement pense faire participer tous les acteurs territoriaux. Rendre réel le PRSE 4 avec les modalités de financement, mais sur les impacts carbone, l'idée c'est d'acter les impacts du changement climatique mais plus dans le questionnement si ça existe ou pas. On a acté que ça existe et qu'il faut agir sur les conséquences.

- Pierre Verger, Directeur de l'Observatoire Régional de la Santé : Comment dans ce PRSE 4 les enjeux de justice environnementale et d'inégalités sociales sont pris en compte ? C'est indispensable de les prendre en compte. Et il y a eu l'année dernière une consultation, ce qui a été relevé, c'est qu'au plan national 3, on n'était pas encore en mesure d'avoir des indicateurs et une réflexion sur le plan national. Est-ce que sur le plan régional, il y a une réflexion sur les indicateurs ?

- Réponse : sur la question de la justice, c'est vraiment un objectif du plan, on va essayer de travailler au mieux avec les acteurs de collectivités pour être cohérents avec les diagnostics du territoire et coordination au niveau régional pour qu'il y ait une bonne répartition des actions au niveau de la région PACA. L'objectif est d'avoir une homogénéité d'actions au niveau de la région. Pour les indicateurs c'est en cours de réalisation pour suivre au mieux l'avancée du PRSE.

- Marc ZECCONI, Vice-président du CODES 05 : Thème numéro 1 c'est les écoles, la petite enfance... ce qui serait intéressant c'est d'imaginer dans notre département une école de demain. C'est capital d'essayer de penser avec le CODES des programmes d'actions départementaux pour des changements au niveau architectural, de la formation des professionnels... une véritable prévention dès le plus jeune âge.

- Réponse : Il faut investir ce domaine, il y a déjà des programmes qui existent, notamment le programme OASIS, tout un volet développé dans le cadre du PRSE 3 pour les lieux d'accueil de la petite enfance, ou encore SAFELY pour améliorer l'exposition des jeunes enfants aux perturbateurs endocriniens, et tout un panel d'actions destinées aux jeunes publics pour améliorer la prévention en santé environnement.

- Il faut des recommandations édictées dans la prévention primaire et secondaire avec une amélioration des modes de vie dans tous les domaines de la vie.

- Jean-Claude EYRAUD, ESS 05 : J'anime une conférence permanente des acteurs de la solidarité pour venir en aide aux populations les plus précaires. 50% de notre santé est liée aux modes de vie. Au niveau où j'en suis, nous constatons qu'il y a une pauvreté qui gagne du terrain. Des actions ont été développées dans le département, aujourd'hui beaucoup de retraités sont en difficulté et je m'interroge. Comment on s'adresse à ces populations ? On n'a pas vraiment de solutions, il y a des pistes : la sécurité sociale de l'alimentation, mais on est encore très loin de mettre en place ces actions.

- La mobilité est une vraie problématique sur le département. Un projet ambitieux serait de proposer une offre conséquente en mobilité et transports en communs.

Qualité de l'eau, qualité de l'air, habitat, risques naturels… Quels diagnostics et enjeux sur nos territoires alpins ?

- Marie JARDIN – Chargée d'étude – Observatoire Régional de la Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur

Que ce soit la qualité de l'eau ou de l'air (intérieur ou extérieur), la santé environnement recouvre des thématiques très diverses où la population est plus ou moins informée. Les résultats du baromètre au niveau du département des Hautes-Alpes vont être présentées.

Le baromètre a été réalisé en 2017 dans le cadre du PRSE 3 avec les financements de la région et de l'ARS.

Objectifs :

- Mieux connaître les préoccupations de la population et leurs évolutions depuis 2007
- Répondre aux besoins d'information de la population
- Ajuster les orientations prises par les pouvoirs publics pour améliorer les problèmes de santé environnement

Le questionnaire a été réalisé par téléphone en juin-juillet 2017.

Concernant la sensibiliser à l'environnement, 72% des habitants des Hautes-Alpes se disent très sensibles à l'environnement. Au niveau régional, on a 71% des personnes qui se déclarées très sensibles à l'environnement.

Les habitants sont majoritairement préoccupés par les risques liés aux pesticides (89%), le monoxyde de carbone (85%) et l'exposition au soleil (83%). Les chiffres sont quasi identiques au niveau régional, sauf pour l'air extérieur qui est plus importante au niveau régional.

Au niveau national, un baromètre a été réalisé en 2021 et les pesticides faisaient partie des thématiques les plus importantes, mais les sols pollués et la pollution de l'air extérieur étaient encore plus importants.

9% des habitants des Hautes-Alpes considèrent que la pollution quotidienne de l'air extérieur sur leur lieu de vie présente un risque élevé. Dans les départements plus peuplés les risques sont plus élevés.

89% des habitants du département pensent que la pollution de l'air extérieur s'aggrave. Selon les données d'Atmosud, la qualité s'améliore mais c'est surtout la sensibilisation qui ferait changer cet avis.

Concernant la qualité de l'eau, 91% des habitants du département sont satisfaits de la qualité de l'eau dans leur commune alors que dans les résultats, les départements alpins sont plus concernés par les problématiques liées à la qualité de l'eau et 70% des habitants sont satisfaits des informations concernant la qualité de l'eau.

Si l'on s'intéresse aux enjeux d'information auprès de la population, le sentiment d'être bien informé divers selon les sujets, seulement 25% de la population est satisfaite des informations concernant les perturbateurs endocriniens. Ce niveau d'information est plus faible chez les jeunes sauf l'utilisation des téléphones portables, la qualité de l'air extérieure et l'exposition aux écrans.

Les médecins et scientifiques semblent être les premières sources d'informations crédibles en santé environnement. Les journalistes sont également cités mais la confiance accordée est de 45% seulement. 91% accordent leur confiance aux médecins et 83% aux scientifiques. Rôle important que jouent les médecins sur cette thématique, ça rejoint l'idée de la formation des professionnels de santé et de la petite enfance concernant la santé environnementale.

Concernant l'habitat, la population du département a une bonne connaissance des facteurs de pollution de l'air des logements, notamment le tabac. C'est aussi la prise de conscience sur certains risques spécifiques, il y a eu une forte progression de la connaissance des éléments comme les produits cosmétiques ces dernières années.

Mais des idées fausses persistent : 23% des habitants pensent que le monoxyde de carbone a une odeur qui les alerterait en cas de danger.

Concernant les opinions de la population départementale sur les actions les plus efficaces : les actions citoyennes et aménagement du territoire semble être les plus favorisées. Le fait de favoriser le développement des pistes cyclables, des transports en commun et le covoiturage.

On voit aussi une émergence de la mobilisation citoyenne pour lutter contre les risques environnementaux. + de 50% considèrent qu'ils sont les premiers à devoir air en matière de lutte contre la pollution de l'air extérieur et le bruit. 67% du département utilisent les transports en commun, le vélo et font du covoiturage.

Concernant l'alimentation, on observe une augmentation de la consommation du bio qui va de pair avec un niveau élevé d'inquiétude pour la santé. 71% des habitants du département consomment des produits BIO. On a gagné 30 points pourcentages par rapport à la région. On est le département avec la part de surfaces agricoles la plus importante de la région.

Dans le cadre des actions thématiques présentées par les PRSE, il y a beaucoup de questionnements autour de l'information. Il y a des discussions en cours pour voir

- Denis CHARPIN, médecin pneumologue : La puissance des enquêtes épidémiologiques aujourd'hui permettent de mettre en évidence des risques faibles. Certaines maladies attirent l'attention des journalistes qui laissent penser que la santé de la population s'aggrave tous les jours mais en réalité la situation évolue dans le bon sens avec un recul des risques.

- En fait c'est contradictoire mais pas forcément : la question de la dissémination des connaissances scientifiques, il faut donner les moyens de les faire parvenir aux gens. Mais un élément d'information dans ce baromètre est quand même l'insatisfaction d'une partie de la population sur les informations qui leurs sont données. Les efforts ne sont pas suffisants pour faire parvenir les informations auprès de la population. Il faut que les gens s'approprient ces connaissances scientifiques et ce n'est pas évident.

- Marie VOILLEMOT de GSA 05 : Est-ce que les sujets sont donnés ou libres dans les réponses du questionnaire ?

- Réponse : Oui les sujets leur sont données pour mieux traiter l'information. Les sujets avaient déjà été utilisés en 2007.

- Dans l'évolution de la prochaine édition du baromètre on va essayer d'avoir des méthodologies plus complémentaires : à la fois quantitatifs et des méthodologies qualitatives notamment avec des entretiens auprès des jeunes pour entrer avec les jeunes dans le détail et pouvoir poser des questions plus ouvertes.

- Françoise BELLANGER, adjointe à la mairie de Veynes : Merci d'avoir aborder la question du train, la mairie de Veynes se bat depuis longtemps pour ce train au niveau de la région et a besoin d'aide. Actuellement il ne se passe rien et on essaie de bouger les lignes.

Santé environnement… Changement climatique… Comment prévenir et s'adapter ?

Pierre VERGER - Directeur de l'Observatoire Régional de la Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur

Pour rentrer dans le vif du sujet on peut repartir de ce qu'on a vécu cette année parce que cette année est la cruelle représentation des conséquences du changement climatique : canicules plus fréquentes, intenses, prolongées, la sécheresse et les inondations.

Les conséquences sont déjà bien réelles :

- Diminution du volume de la plupart des glaciers en Europe
- Canicules de plus en plus fréquentes, intenses et précoces
- Augmentation des extrême météorologiques

Mais le climat va continuer à changer même si des réductions sont obtenues avec des impacts significatifs en France, appelés à s'aggraver dans les décennies à venir sur les écosystèmes, l'économie et la santé des populations. Les régions méditerranéennes sont particulièrement concernées avec le réchauffement climatique.

Les scientifiques s'accordent pour dire que le réchauffement climatique est un multiplicateur de risque :

- Aggrave des risques sanitaires existant
- Favorise l'occurrence simultanée de plusieurs types de risques
- Favorise l'apparition de nouvelles menaces, non observées avant

On a les conséquences directes et indirectes qui résultent de la dégradation des milieux naturels.

Des effets sanitaires directement constatables :

- Chaleurs extrêmes : stress thermique, décès
- Feux de forêt : brulures, intoxications au CO, impacts sociaux et sur la santé mentale
- Inondations

Forts impacts sociaux et sur la santé mentale, en termes de perte d'emploi, d'habitat...

Les facteurs de vulnérabilité peuvent être différents selon les différents types d'évènements. Il y a la problématique de l'imbrication des espaces habités et boisés concernant les feux de forêt. La question de l'artificialisation des sols est également un facteur de risque important.

Sur les effets indirects : trois types d'effets indirects : la population de l'air qui peut être aggravé par le réchauffement climatique (elle induit 40 000 décès prématurés par an), la question des allergies respiratoires avec la prévalence de ces risques chez les adultes et enfants, et la question de la progression des vecteurs de maladies infectieuses comme le moustique tigre.

Quels sont les mécanismes d'influence du réchauffement climatique : l'augmentation de la fréquence des feux de forêts (microparticules notamment), lors des épisodes de sécheresse il y a la remise en suspension des poussières dans l'air et peut provoquer des crises d'insuffisances respiratoires ou d'asthmes, et puis l'augmentation des taux de polluants notamment avec l'ozone qui a un pouvoir irritant avec l'augmentation des canicules. Durant la canicule de 2019, toute la région PACA et couverte par de l'ozone.

Sur les risques vectoriels, on peut prendre l'exemple des tiques. Il en existe deux types : Ixodes ricinus, elle transmet la maladie de Lyme mais aussi le virus de l'encéphalite adique. Elle est rencontrée dans les Alpes du Sud. La seconde c'est Hyalomma marginatum, plutôt au bord de la méditerranée est transmet une maladie très peu connue qui s'appelle le virus de la fièvre hémorragique trimu-congo. Ce virus est déjà installé et des projets de recherche surveillent cette survenue. Le réchauffement climatique pourrait intensifier le risque de transmission des maladies par les germes qu'elles transmettent.

Le changement climatique exacerbe également les vulnérabilités :

- Facteurs de vulnérabilité structurelle : avec l'environnement construit et le cadre de vie, l'accessibilité des infrastructures (impact sur les transports), et l'organisation et la disponibilité des services de soins (par exemple, un moindre accès aux soins dans les zones rurales et montrer qu'il y a 20% de consommation en moins dans les zones rurales, or les effets du changement climatique peuvent augmenter les besoins d'accès aux soins, et on connaît une crise de la démographie médicale)

- Affectent : les modalités d'exposition aux impacts du changement climatique, et l'adaptabilité des populations à ces risques
- Facteurs de vulnérabilité individuelle : ce sont des facteurs sociaux (précarité, migration, âge, maladies chroniques, handicaps, femmes enceintes...), il y a une multiplicité de facteurs individuels dans la population qui peuvent se surajouter aux autres facteurs.

Dans une perspective One Health il faut se resituer dans une perspective globale. Le changement climatique perturbe les écosystèmes et peut avoir par ce mécanisme d'autres effets sur la santé de la population humaine, on est plus exposés aux maladies infectieuses.

2 Grands types de leviers d'intervention :

- L'atténuation du changement climatique
- Adaptation au changement climatique

Plusieurs des leviers évoqués visent à aller vers de villes plus durables en stoppant l'étalement urbain, en limiter l'artificialisation des sols, en luttant contre les effets d'ilots de chaleurs urbaines, en resituant la place de la nature en ville.

Il faut intégrer la santé publique et environnement dans le champ de l'urbanisme.

Des travaux ont été faits par l'EHESP pour illustrer les liens qui existent entre changements climatiques, aménagements des territoires et santé. Pour favoriser la diminution des activités humaines sur les effets de la pollution et en agissant sur les déterminants de santé. En agissant sur l'environnement socio-économique et l'accès aux soins. En agissant également sur les modes de vie en favorisant notamment une alimentation plus saine.

Il faut mettre ces leviers à l'échelle des enjeux auxquels nous faisons face.

Les autres leviers d'adaptation sont :

- La gestion de l'eau
- Soutenir les projets de production et distribution alimentaire locales, respectueux de l'environnement et de qualité
- Utiliser les capacités de régulation et d'absorption des sols
- S'appuyer sur la capacité des écosystèmes pour renforcer la résilience des territoires

Tout ça n'est pas éloigné des problématiques de santé, ça a des impacts indirects sur la santé.

L'outil ISadOra a été développé par l'EHESP et l'a-urba avec des clés opérationnelles pour accompagner les professionnels de l'aménagement dans l'élaboration d'opérations d'aménagement favorables à la santé. Des fiches sont dédiées à différentes thématiques.

La santé publique a le rôle de faire ce qu'il faut pour modérer les conséquences sanitaires de ces changements climatiques. Elle peut procéder en surveillant et en évaluant en mesurant les risques climatiques et leurs impacts sur la santé. C'est un des points les plus importants : en matière d'adaptation au changement climatique, le cœur de nos actions c'est l'expérimentation parce que les territoires sont très différents donc il faut ajuster les dispositifs à chaque territoire. Les spécialistes de santé publique vont tenter de guider les décideurs pour mieux se préparer à limiter les conséquences et régir et faciliter l'action. La dernière étape c'est la protection, la promotion et l'éducation de la

population à l'environnement. A toutes ces étapes il est essentiel de prendre en compte les inégalités sociales pour déboucher sur des politiques avec des effets équitables pour réussir à relever les challenges du changement climatique.

Une autre dimension fondamentale est celle de l'acceptabilité des politiques et des interventions : si l'on n'embraque pas l'ensemble des acteurs et qu'on ne fait pas attention aux conditions de l'acceptabilité, on n'arrivera à rien. Le subjectif est une réalité, c'est essentiel aux travaux de recherches en sciences sociales : mieux connaître les préoccupations de la population, contribuer aux choix, prendre en compte ces préoccupations... et tout ça c'est essentiel pour mobiliser l'ensemble des parties prenantes. L'idée est de passer d'un discours qui induit de l'éco-anxiété et qui touche tout le monde mai aussi particulièrement les jeunes. Il faut passer de ça à un discours motivationnel : comment engager les gens de façon positive en donnant de l'espoir et de l'envie, en évitant l'écueil du fatalisme, du désespoir, du relativisme... En favorisant l'échange expérientiel pour relever les défis qui nous concernent dès maintenant.

- Réactions :

- Olivier Bonnaire, Infirmier à la MSA Alpes-Vaucluse : interpellé par le baromètre. Les impacts sur la santé sont plus liés à un environnement de santé qui ne fait pas écho aux pesticides alors que les populations ont l'air très préoccupées par cette problématique. Entre la perception de santé de la population et les chiffres on voit qu'il y a un gap entre les deux.

- Réponse : ce décalage entre les perceptions des gens et les connaissances montre à quel point c'est difficile d'informer le public, pas seulement en appliquant les recettes habituelles mais en faisant des actions participatives, la recherche... en les amenant à dialoguer, en les respectant... il y a tout ce travail qu'il faut continuer à faire pour que les gens comprennent et s'approprient les enjeux. Il faut trouver des moyens de faire la transition en prenant en compte les contraintes de chacun notamment avec le glyphosate avec les agriculteurs. On voit bien qu'il a des intérêts contradictoires mais qu'il faut arriver à dépasser ces contradictions par le débat, le dialogue, le respect...

- Quand on aborde les questions de santé ou de prévention, il faut changer de paradigme avec une vision sur la santé globale. On est très générique, on est capable de voir la nécessité mais comment on y va ? Soit en tant que personne, soit en termes d'organisations on se dit qu'on peut tous faire quelque chose. Amener ces débats au plus près dans les associations, les entreprises et les villages c'est nécessaire.

- Expérimentation : Il y a des sujets où on pourrait expérimenter sur notre département à petite échelle. Si on veut un discours motivationnel il faut qu'on puisse tester et avoir des retours d'expériences. Il faut s'appuyer sur notre jeunesse aussi.

TABLE RONDE

Comment mobiliser les collectivités et populations sur des enjeux de santé environnementale ? Éclairages et expériences d'acteurs du territoire

Perrine BURDET - Chargée de projets au CRES PACA :

Présentation de l'outil internet Celester.

Quelles activités en santé environnement ?

Le guide Celester : les collectivités sont des acteurs de premier plan en santé environnementale donc dans ce contexte deux guides ont été créé par le conseil régional et l'ARS pour dresser un état des lieux et des fiches thématiques. Le guide Celester donne des clés méthodologiques.

3 niveaux d'accès : thématique, géographique et méthodologique et 3 niveaux d'information.

Il rassemble 11 thématiques. On peut également localiser un témoignage par territoire. On a un guide méthodologique sur ce site pour construire un projet.

Sur le site il existe actuellement 10 témoignages d'élus ou de techniciens de collectivités. On a également une vidéo témoignage de 5 min montrant les points saillants du projet. Et une interview téléphonique qui détaille les points et les aspects méthodologiques du projet.

- Proposition aux collectivités de contribuer à ce site en communiquant leur projet en santé environnementale.

Questions : Quels sont les leviers ?

Réponses : Partager les expériences et montrer son engagement sur les actions en santé environnementale.

- Antoine MUNIER, Fondation Edith Seltzer : Est-ce que vous avez des exemples de projets ?

- Témoignages sur la lutte anti-vectorielle.

- Céleste GUILLOT, conseillère APPA : Ils ont créé un site qui s'appelle « Agir pour l'être » qui reprend aussi les initiatives de collectivités dans la mise en place d'actions sur la santé environnementale.

- Est-ce que le bio nettoyage est très utilisé ? Est-ce qu'on a vraiment progressé ?

Laurie ANTHOUARD - Urbaniste conseil au CAUE 05 / Marc VIOSSAT - Président au CAUE 05 :

Le CAUE est une structure singulière, date de 1977. Avoir une action de vulgarisation auprès des collectivités et des particuliers et accompagnent des projets d'aménagements. L'urbanisme a un effet direct sur la santé. On veut se positionner sur des thématiques pour mieux 'adapter aux enjeux nouveaux, faire une passerelle entre notre public cible (les élus et les collectivités) et les acteurs de la santé.

On réalise des colloques, conférences, réunions techniques.

- L'action urbanisme et santé :

Sensibiliser sur le bien-être et la qualité de vie et mettre en avant les leviers sur ces actions-là.

Organisation d'une conférence urbanisme et santé qui a mobilisé les collectivités autour de cette thématique. On a pu faire partager auprès des partenaires des évènements et visites d'aménagements de jardins publics, de places publiques et la démarche citoyenne de végétalisation, ça apporte aux élus des exemples concrets. Participation à une conférence technique sur les cours d'écoles pour retravailler avec les différents acteurs pour repenser les cours d'écoles pour végétaliser les espaces. Et possibilité de visiter l'écoquartier de Volonne.

Démarche avec Bâtiment Durable Méditerranée et Villes durables méditerranéennes (BDM et VDM) : travail autour de cette démarche avec 3 phases : conception, réalisation, évaluation, leur rôle est de partager ces expérimentations. Série d'ateliers techniques sur les quartiers nouveaux, la problématique d'urbanisme est une problématique importante. Il faut s'adapter pour reconstruire la ville sur la ville.

Pour montrer l'implication des élus du département sur ces thématiques, au niveau du CAUE on a été mobilisé par plusieurs élus pour construire des écoquartiers, ils ont conscience que ce sont les dernières parcelles qui peuvent être artificialisées et possibilité d'offrir des lieux agréables à vivre aux habitants. Organisation de journées techniques pour que les élus puissent se rencontrer et apport de réponses aux questions des élus en apportant des exemples concrets. Journée sur la présentation du label écoquartier. Journée sur la présentation des outils de maîtrise foncière. Atelier sur la sobriété énergétique dans les quartiers nouveaux et visites de quartiers.

Présent sur les questions de la pollution intérieure dans les bâtiments avec un partenariat avec GSA notamment.

Travail très axé sur les élus : les élus sont sollicités de toutes parts. Difficile de les solliciter sur des sujets qui dépassent leurs entendements. Il faut cibler la durer des évènements, le lieu de l'intervention, les thématiques soient bien énoncées et claires pour être attractives, et diffuser au mieux l'information.

Question : Enjeu des passoires thermiques ?

Réponse : Enjeu énorme et le législateur s'en est emparé. Dans notre département, 67% des logements sont entre F et G et ne seront plus utilisables à terme. Problématique notamment avec les stations de montagne, certaines sont concernées par ces enjeux à 90%. Les actions du CAUE dans ce cadre sont la sensibilisation des publics, que les élus prennent ça en compte. Rencontre la semaine dernière à l'initiative du préfet pour voir de quelle manière on va pouvoir travailler sur ce problème-là, que les améliorations thermiques puissent se faire (conseil, financier...).

Question : Pourcentage des élus sensibles par cette cause ?

Réponse : Pour beaucoup d'élus c'est un sujet nouveau. 70% de l'action publique agit sur la santé. Et pour l'instant ce n'est pas perçu comme tel. Notre rôle est de faire de la sensibilisation. Bon nombre d'élus commencent à prendre en compte les problématiques de changement climatique. Souvent les élus le prennent sur le côté dépense : on prend la problématique énergétique avec un problème financier (augmentation du prix du gaz, de l'électricité...) qui incitent à prendre en compte.

Question : Sur la question de la sensibilisation des élus, qu'est-ce qui peut les amener à des formations ?

Réponse : Le fait d'être sensibilisé peut déclencher. Pour nous les visites et la sensibilisation font partie de la formation.

Question : Le tissu associatif peut avoir sa place pour sensibiliser les élus. Qu'est-ce qu'on peut faire ensemble ? On peut tous intervenir à différents niveaux. Il faut passer par tous les niveaux pour sensibiliser les élus.

Dans le domaine de la prévention en santé environnementale, le soin est une rustine, on change de paradigme, l'ordonnance n'est plus un traitement.

Les élus, il y a un problème de moyens mais tout seul, les élus ne peuvent rien faire non, il y a besoin des collectifs d'habitants et des associations.

Nicolas PASCAL - Chef de projet Petite Ville de demain - Communauté de Communes Champsaur-Valgaudemar / Laurent DAUMARK - Maire de Saint-Bonnet-en-Champsaur :

Lauréate depuis 2021 du label Petite Ville de demain. L'étude lancée en juillet 2022 avec un rendu sous forme de plan d'action. Renforcement du cadre de vie des habitants. Le premier pôle c'est le cadre de vie, c'est un élément essentiel de l'attractivité de nos territoires. Occupation majeure de nos citoyens c'est le bien-être.

Le Pôle santé s'est saisi de ces questions depuis une dizaine d'année, qui permet d'avoir du recul dessus. La ville a également un projet d'habitat inclusif. Espèrent trouver les financements qui vont avec. L'habitat inclusif et les échanges intergénérationnels. La commune s'inscrit dans cette dynamique.

Nicolas Pascal (Chef de projet « petites ville de demain ») :

Le programme petites villes de demain est une approche globale est l'idée est de mettre le plus d'acteurs possibles du territoire autour de la table pour réaménager le centre-bourg. Dès l'été 2022, étude de revitalisation avec le volet urbain et le volet programmation architecturale. Le volet urbain est découpé en une phase de diagnostic, conception de scénarios et d'approfondissement de ce scénario. On a également inclus une participation citoyenne dans la phase de diagnostic pour avoir un état des lieux partagé avec la population.

Au travers de l'étude de revitalisation, ils ont balayé de nombreuses problématiques : habitat, locaux commerciaux vacants... approche multithématique. Ce diagnostic ne comprenait pas la thématique de la santé environnement. Mais les actions proposées peuvent recouper des problématiques de santé environnementale, notamment la qualité des espaces urbains... L'opportunité de réponse de l'AMI et de la DREAL est tombée au moment de l'approfondissement du plan-guide, qui a permis d'ajouter cette dimension. Est-ce que l'aménagement du centre bourg a un impact sur la santé environnementale et la transformation des usages. Avant de mettre en œuvre une expérimentation on va consulter les populations. Le champ de foire actuel pose actuellement des problèmes urbains, notamment avec le grand espace perméable. L'idée est de reprendre de l'espace de stationnement pour de l'espace public pour préparer ce futur aménagement urbain. Également aménagement du

secteur de la rue Faudon, extension du stationnement intègre une dimension globale. Si on veut faire aménager des familles, il faut fournir de la qualité de vie, de l'accès à des espaces extérieurs, une Halle paysanne pour avoir accès à des produits locaux et de qualité.

La santé environnementale : cette réponse à l'AMI permet de prendre en compte la mesure d'impact en santé. C'est grâce au soutien de l'ARS et de la DREAL au travers de la publication de l'AMI que les élus se saisissent de ce champ de réflexion. Il y a un changement de perspective avec l'intégration de l'impact en santé. Le thème de la santé était traité au travers du développement durable. Lien étroit entre développement durable et santé environnementale. C'était la fenêtre d'opportunité pour la ville de St-Bonnet de se poser les questions de l'étude d'impact en santé qui sera lancée au mois de décembre. Cette étude d'impact en santé (EIS) sera l'occasion d'intégrer cette dimension et de se pencher sur le sujet.

Question - Sophie Schmitt, Médecin MSP Saint-Bonnet en Champsaur) : question par rapport aux transports, la MSP y réfléchit pour changer de comportements en tant que professionnels de santé et montrer l'exemple. Tout est basé autour de la voiture chez nous. Qu'est-ce qui est réfléchit à l'échelle de la commune pour amener cette transition ?

Réponse : pas de réponse toute faite à ce stade. Beaucoup d'aménagements pourraient améliorer les déplacements en mobilité douce et active. Sensibilisation à faire auprès des populations sur les alternatives et risques des déplacements carbonés.

Céline MARTIN - Directrice de Gap Sciences Animation 05 :

Intervient avec l'ARS sur des questions de santé et de prévention, en particulier au niveau des sujets de sensibilisation à la santé : moustique tigre, qualité de l'eau, qualité de l'air intérieur, présentation du risque radon, question de pollen et de l'ambroisie.

Comment sensibiliser les populations aux enjeux de santé environnementale ? Anime des outils de médiation scientifique. Développement de la présentation de projet du risque radon. C'est la deuxième cause du cancer du poumon en France et est encore très peu connu du grand public. Travail toujours avec le CAUE 05 avec plaquette de présentation sur le radon. Également à travers des conférences grand public dans les médiathèques du département. Les médiations en passant par des ateliers scolaires sur la qualité de l'air en intérieur. Comment la radioactivité est présente chez nous. Ces mêmes ateliers existent aussi pour le grand public.

Autre aspect de sensibilisation par le jeu, surtout pour les personnes qui ne se sentent pas concernées par cette problématique. Escape Game : les découvertes du Pr Radonovitch. Les personnes sont en autonomie et vont découvrir la question du gaz radon à travers le jeu.

Exposition itinérante sur le radon également. L'exposition est une bande dessinée. Elle attire un public non averti et permet de sensibiliser à cette problématique de santé publique.

Actions de formation des professionnels du bâtiment et sensibilisation des collectivités. La dernière a été réalisé à Monêtier : un spécialiste du gaz radon intervient sur le sujet pour sensibiliser.

Distribution gratuite de dosimètre pour mesurer l'exposition au gaz radon chez soi. Permet d'outiller sur la question.

Diversité des actions mises en place pour sensibiliser à la santé environnementale. C'est essentiel d'avoir la diversité car ça permet de toucher un public très vaste. A travers les enfants on touche aussi les parents. Les approches ludiques vont également être une belle porte d'entrée notamment sur des sujets sensibles comme le gaz radon. Ce qui est intéressant dans ce projet est de mobiliser différentes strates de la société : c'est essentiel pour avoir une réponse coordonnée sur la qualité de l'air et le risque radon.

Réaction : Dans le nord du département, le sujet n'est pas très attractif et le but est d'amener ces sujets par des sujets plus attractifs comme par exemple la qualité de l'air. Il faut être attentif au type de communication pour investir les pouvoirs publics.

Question de l'éco-anxiété : Ça ne sert à rien de se cacher la face, les objectifs on n'y arrivera pas. La majorité des gens savent qu'on n'y arrivera pas. C'est avec des aspects positifs qu'on arrivera à sortir de là. On se rend compte que ce qui est meilleur pour la santé sera meilleur pour la santé et c'est une bonne nouvelle : mobilité active, meilleure alimentation...

Célia GRIMAL - Coordinatrice et accompagnatrice à la transition écologique / Environnement & Solidarité - CPIE Haute-Durance :

Association Environnement et Solidarité, 25 salariés et portent trois chantiers d'insertion. Une ressourcerie à Saint Martin de Queyrières, plateforme emploi et insertion à L'Argentière et valorisation des territoires de montagne.

Aujourd'hui la question de la mobilisation aux enjeux de santé environnementale : dans toutes les thématiques en matière de transition écologique on aborde forcément la question de santé environnementale. C'est différent de l'engagement, comment mobiliser des publics non-actifs ?

Des projets aux thématiques variées : alimentation, énergie, mobilité, eau avec différents publics : population active, familles, touristes, personnes isolées, sportifs... et sur tous ces publics, ce ne sont pas les mêmes messages qui vont les impacter et les attirer.

C'est plus facile à prendre conscience des enjeux au niveau individuel et à échelle très locale, puis progressivement aller vers l'échelle macro. Comment à petite échelle on prend conscience des enjeux ?

- Le défi DECLICS et Le grand défi Sud-est

L'objectif de ces défis est de faire engager des foyers volontaires sur une durée de plusieurs mois. Dans le cadre de ces projets, on organisait des temps de rencontres, comptage de leurs données en termes d'alimentation, d'énergie et de mobilité, de les outiller. Le challenge était de tenir ces foyers dans la durée. Ce qui est important est de toucher tous azimut en amont en mobilisant tous les canaux disponibles et créer le buzz. On a pu accompagner une trentaine de foyers.

Quelques clés du succès : donner envie, valoriser, se mettre à la place de, faire de la communication engageante, mettre de l'humanité (boissons, nourritures, moment conviviaux) et pourquoi pas une carotte pour faire venir les foyers avec notamment un kit de bienvenue, pourquoi pas avoir de l'immatériel avec un ticket de bus ou quelque chose du type ? Adapter le vocabulaire et le jeu sont également des leviers.

De grain à moudre : comment mobiliser dans la durée ? se renouveler, créer, surprendre. Comment amener des personnes éloignées de cette thématique ? Passer par les réseaux qu'ils connaissent et côtoient. Point de vigilance sur le fait de rendre le public acteur : faire avec et non faire pour.

Agathe GRASCIA DE MONTMORILLON - Chargée de mise en réseau et coopération / Le comptoir des assos :

Comment mobiliser ? Association sur le nord du territoire depuis 40 ans. Public cible : bénévoles, salariés, dirigeants d'associations, élus et porteurs de projets collectifs. Le but est d'impacter sur le nord des Hautes-Alpes pour mieux vivre sur le territoire. Attachés aux valeurs d'éducation populaire.

Organisation de rencontres associatifs pour aller chercher les bénévoles, mission de créer du lien entre les associations et les autres acteurs du territoire.

2 projets : ateliers thématiques sur différentes thématiques pour mieux vivre ensemble sur le territoire. Essayer de faire du lien entre les différentes thématiques et non plus les cloisonner. Les ateliers sont co-construits de A à Z, sur le fond, la forme, et les diagnostics produits. C'est vraiment une démarche participative et on s'appuie sur des experts partenaires. Des communications très ciblées pour toucher différents publics. On essaie d'avoir un format clair et souple, il faut adapter les formats d'ateliers aux sujets et aux publics.

2ème projet : la revue du comptoir. C'est un média citoyen écrit par des bénévoles que l'on publie deux fois par an. On anime un comité de rédaction : des citoyens lambda, on les forme à l'écriture journalistique. On a une ligne éditoriale puisque le but est d'informer les habitants sur le mieux vivre sur le territoire mais on fait en sorte que les citoyens s'approprient aussi cette revue.

Enjeux : sortir de l'entre-soi pour mobiliser d'autres personnes comme les élus ou les personnes vulnérables (notamment celle atteinte d'illettrisme) utilisation de la mise en avant de ce qu'ils ont réalisé et de la présence de pairs. Deux publics qui demandent une communication spécifique.

Partir d'un objectif égocentré pour en faire des solutions altruistes. Intérêt du collectif pour faire avancer les choses avec le plus de co-construction. Comment encourager la mobilisation : changement de posture car ce n'est pas nous qui mobilisons mais eux qui se mobilisent.

Mot de la fin (faim) : utilisation du mot environnement et pas écologie, qui peut être associé à des termes négatifs.

Plénière après-midi :

Planification écologique du système de santé…

Quelle feuille de route sur notre territoire ?

Emmanuelle SARLON - Médecin de santé publique - CHICAS de Gap / GHT des Alpes du Sud

Fabien DEVEMY - Médecin - CHICAS de Gap / GHT des Alpes du Sud

La santé c'est 2,6 millions d'emplois, soit plus de 9% de la population active.

Les principaux résultats, l'emprunte carbone du secteur de la santé est évaluée à 39 millions de tonnes mais l'enjeu est conséquent, c'est 8% de l'empreinte nationale. La moitié est représentée par l'achat de médicaments et de dispositifs médicaux, il faut qu'on décarbone la santé.

La transition bas carbone est engagée dans les établissements mais insuffisantes. Un quart des bilans carbone est requis. Beaucoup d'établissements n'évaluent pas les émissions dues aux déplacements et au numérique. C'est aussi un secteur important à prendre en charge. Il rend obligatoire la comptabilisation des émissions indirectes. On a une répartition qui se répartie en trois SCOPE d'analyse. Ils ont été divisés en plusieurs catégories.

Le Groupement Hospitalier de territoire des Alpes du Sud dans tout ça, ça fait quoi ?

En tant qu'employeur et entreprise, il se doit de mettre en place des actions. On a engagé cette transition bas carbone et on structure une démarche avec plusieurs points :

- Le suivi et l'amélioration de cette démarche avec un diagnostic et un suivi de cette démarche. Chaque GHT a un conseiller en transition qui intègrent différents aspects. Prioriser sur les établissements coordonnés, on s'appuie sur l'engagement.

La stratégie : on intègre la dynamique de la transition bas carbone dans le projet soignant, dans le projet d'établissement. On évalue l'impact carbone de ce que l'on met en œuvre. Direction référente sur cette thématique au sein de la direction, un comité de pilotage et des ambassadeurs. On a un certain nombre d'ambassadeurs.

Différents secteurs engagés :

- La transition énergétique

- Les déchets

- L'alimentation

- L'hygiène et l'entretien des locaux

- Les achats

- Les soins

Mise en place d'un certain nombre d'aires de compostage sur les C : cuisiner ensemble avec les patients, terre d'Hippocrate. Plusieurs campagnes anti-gaspi : journée de développement durable sur Briançon.

Et les soignants des hôpitaux dans tout ça, ça fait quoi ? Formation des professionnels de santé aux enjeux entre changement climatique et santé, et à l'impact carbone des activités de soins. Ont composé par se former tout au long de sa carrière pour se réactualiser avec le réchauffement climatique. On manque de formation sur ça et ont proposé des formations aux internes. Sondage avec le Shift Project 3000, sondage dont les trois quarts des étudiants en santé n'ont jamais entendu parler. On fait un rappel sur le changement climatique et la responsabilité humaine du réchauffement climatique, on a aussi des cours consacrés aux effets sur la santé, sur la pollution qui montre les différentes atteintes de la pollution et des outils comme l'outil PREV'AIR qui permet de voir l'évolution des particules fines sur le territoire.

Interventions auprès d'élèves aides-soignants à l'IFSI avec la réalisation de projets de groupe sur la thématique du développement durable.

L'apport le plus important du Shift Project c'est d'avoir montré qu'on ne pouvait pas s'attaquer à la pollution sans prendre en compte certains actes qui polluent, notamment les aérosols doseurs qui sont 30 fois plus émetteur de GES que les inhalateurs à poudre sèche qui polluent beaucoup moins.

Un deuxième exemple pour l'hôpital c'est le bloc opératoire, c'est un des premiers services de l'hôpital qui a pris en compte sa pollution au sein de l'hôpital. Ce sont 30% des déchets du système de santé. Il faut une prise en compte de la pollution de l'eau par les médicaments oraux et injectables.

Des projets d'éco-conception des soins au CHICAS : on essaie de trouver des choses à faire pour améliorer le bilan carbone dans les autres services : évaluer et mettre en place des solutions. Il y a un critère d'urgence. Il faut évaluer et expérimenter rapidement. Le service de cardiologie est confronté à la pénurie médicale, comme les autres services, et essaie de trouver des solutions pour combiner les deux notamment la télésurveillance. On va essayer de quantifier l'impact carbone de la télésurveillance.

Le point majeur de consommation des hôpitaux c'est l'achat de dispositifs médicaux et médicaments. Les achats représentent 50% de l'enveloppe de l'Hôpital.

On est aidé aussi dans ces démarches par les sociétés savantes qui produisent beaucoup de littérature narrative : impact environnemental de la médecine générale, revue de littérature narrative.

Il y a urgence et on est tous concernés : le levier principal c'est la prévention, la promotion de la santé et du juste soin. Le télésuivi des patients chroniques pour différentes pathologies. Tout ce qu'on peut éviter, il faut qu'on soit responsable pour se dire qu'il y a des alternatives, et qu'on arrive à repenser nos organisations pour être davantage éco-responsable, on peut tous faire un petit pas possible pour aller vers le mieux. Il faut passer à un prisme développement durable. La santé sur le territoire concerne tout le monde, l'enjeu majeur c'est la coordination entre tous, favoriser la prévention précoce des maladies. Le GHT par ses recrutements met en place des consultations avancées et il va aller proposer des consultations avancées sur différents lieux, on fait le bilan de l'impact carbone sur ces actions, pour éviter de déplacer tous les patients.

La promotion de la santé et du juste soin : ça donne en rapport avec l'éco-anxiété, ce qui est intéressant c'est qu'est-ce qui est entre nos mains pour pouvoir avancer sur ces sujets. On doit pouvoir y arriver sans se retrouver tous inquiets.

La décarbonation du système de santé existe et marche déjà. On peut s'inspirer des idées des autres, on peut aussi gagner du temps en évitant toute la phase évaluation et démotivante.

Pour conclure la planification écologique du système de santé marchera par un CRI.

Réactions :

Besoin d'anticipation de ce genre de problèmes : afflux massifs de victimes. Afflux majeurs de personnes, notamment avec le COVID mais c'est une culture qu'il faut mettre en place avec un plan blanc. Il faut se préparer en mettant en place d'autres plans blancs et se préparer à d'autres crises.

Questionnement autour de la prescription médicale et de cette course technologique. On peut plus dépenser autant qu'on a dépensé. L'usager lambda veut consommer du soin mais l'enjeu est d'inverses cette pyramide, on revient aux fondamentaux qui sont simples : activité physique, alimentation...

Est-ce que vous savez si votre conseiller peut être consulté par des cabinets de médecine de ville ? Et est-ce que vous savez ce que cette démarche engage au niveau économique au niveau du GHT ? Ça ne sert à rien si ça se limite à l'échelle de l'hôpital donc il faut ouvrir aussi à la médecine de ville, aux CPTS... ça aide à la prise de décision et de tout le monde donc au niveau des coûts on ne peut pas vraiment évaluer.

Sur trois hôpitaux on a le même dossier patient médicalisé. Sans avoir évalué concrètement les conséquences, ça a un effet pratico-pratique directe et concret. Par contre l'assurance maladie qui a ouvert le dossier médical partagé sur l'espace santé est censé gérer cette évaluation-là. Chaque détenteur de cet espace de santé peut donner son accès aux droits. En termes d'évaluation on espère que des évaluations seront réalisées.

Il faut réfléchir à la manière de valoriser et de rendre vivable ce système de consultations avancées.

- Restitution des 3 ateliers participatifs de réflexions et de productions :

Atelier 1 : Quelles actions de santé environnementale à prioriser pour améliorer la qualité de vie ?

Atelier 2 : Comment mobiliser les populations et collectivités à mon échelle ?

Atelier 3 : Quels partenaires et outils en santé environnementale sur mon territoire ?

Cf Powerpoint de la journée.

- Allocutions de clôture :

François BACH, Administrateur du CoDES 05, Médecin de santé publique

Gilles LAVERNHE, Président du CoDES 05.

Mise en perspective des éléments partagés et réflexions de la journée.

Volonté de poursuivre les collaborations entre acteurs présents suite à cette journée, dans le cadre d'actions et de projets de promotion de la santé environnementale.

Remerciements à l'ensemble des personnes présentes sur ce colloque, participants, partenaires, comité et équipe d'organisation de cette journée.